

Télégramme de Maurice Couve de Murville à Christian Pineau (Washington, 4 février 1956)

Légende: Le 4 février 1956, Maurice Couve de Murville, ambassadeur de France aux États-Unis, adresse à Christian Pineau, ministre français des Affaires étrangères, un télégramme dans lequel il rend compte des conversations entre le Premier ministre britannique Anthony Eden et le président américain Dwight D. Eisenhower sur la politique d'intégration européenne.

Source: Ministère des Affaires étrangères; Commission de publication des DDF (sous la dir.). Documents diplomatiques français. Volume I: 1956, 1er janvier-30 juin. Paris: Imprimerie nationale, 1988. 1109 p. p. 155-157.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République Française

URL:
http://www.cvce.eu/obj/telegramme_de_maurice_couve_de_murville_a_christian_pineau_washington_4_fevrier_1956-fr-ed8515b2-7cfc-4964-8c89-3a33945ca683.html

Date de dernière mise à jour: 05/11/2015



Télégramme de Maurice Couve de Murville à Christian Pineau (Washington, 4 février 1956)

**M. Couve de Murville, ambassadeur de France à Washington
à M. Pineau, ministre des Affaires étrangères**

T. n^{os} 697 à 704. Réservé. *Washington, 4 février 1956, 16 h. 50.*

(Reçu : 23 h.)

Le chef du service des Organisations européennes du département d'État a fait à un agent de cette ambassade un compte rendu détaillé des conversations Eden-Eisenhower consacrées aux questions d'« intégration européenne » auxquelles il a assisté.

Les précisions qu'il a données confirment et complètent les indications fournies par M. Merchant (mon télégramme n^{os} 680 à 687 paragraphe 3).

M. Eden a le premier abordé le sujet en rappelant les travaux du Comité intergouvernemental de la conférence de Bruxelles auxquels un représentant du Royaume-Uni avait été invité. Le Premier ministre a limité son exposé aux deux questions sur lesquelles les travaux des experts sont les plus avancés : le Marché commun général et le Marché commun atomique. Il a confirmé à ses interlocuteurs que le Royaume-Uni n'envisage qu'avec une extrême réticence la réalisation de projets d'intégration européenne dans ces deux domaines.

L'attitude anglaise n'est d'ailleurs pas identique à l'égard des deux projets. Sur le Marché commun général, sir Anthony Eden a été absolument formel. Le gouvernement britannique restera opposé à ce projet et même le combattra. Ses experts estiment, en effet, que la réalisation du Marché commun amènerait nécessairement autour des six pays un tarif protecteur qui porterait un coup fatal à la fois au commerce britannique et à la coopération européenne en général. Sir Anthony Eden a affirmé que le gouvernement britannique est en revanche disposé à contribuer, dans toute la mesure de ses moyens, au renforcement de l'OECE, qui est devenue à ses yeux un organisme indispensable de la vie économique européenne.

Vis-à-vis du marché commun atomique, d'une organisation européenne de l'énergie atomique, l'attitude britannique est plus nuancée. Sir Anthony Eden a confirmé à ses interlocuteurs qu'en aucun cas, la Grande-Bretagne ne pourrait y participer. Mais le gouvernement de Londres, tout en restant en dehors, ne s'y montrerait pas hostile, s'il avait la certitude que l'établissement d'une telle organisation ne nuirait pas au rôle de l'OECE.

Le président Eisenhower et M. Foster Dulles ont alors longuement exposé aux ministres britanniques les raisons qu'a le gouvernement américain de souhaiter voir le Royaume-Uni abandonner son opposition aux projets d'intégration économique. Le gouvernement américain continue de voir dans l'OECE un instrument indispensable de coopération entre les états européens et ne cessera pas de lui donner son appui. Mais les raisons qu'il a d'espérer la constitution de telles organisations dépassent le cadre de la coopération que peut offrir l'OECE. Ces raisons tiennent avant tout au rôle de l'Allemagne au sein du monde libre. Les États-Unis voient dans une communauté européenne la seule certitude de lier de manière permanente l'Allemagne à l'Occident et de se prémunir contre un revirement ultérieur de l'Allemagne, unifiée ou non. Ils y voient d'autre part la meilleure garantie d'une coopération sincère entre la France et l'Allemagne, sans laquelle il n'est pas de règlement satisfaisant des problèmes européens.

Cela étant, le gouvernement américain ne considère pas les deux projets en question avec le même degré d'urgence. Celui dont il souhaite le plus vivement la réalisation rapide est le marché commun atomique. Il voit à ce choix deux justifications. La première est l'effet psychologique qu'aurait en Europe l'établissement d'une institution atomique, domaine scientifique entièrement neuf. La seconde tient aux raisons que le gouvernement américain a de souhaiter voir régler dans un cadre européen le problème du contrôle du

caractère pacifique des activités nucléaires.

Le problème du Marché commun général ne présente pas pour Washington la même acuité. Le gouvernement américain adopte à ce sujet une attitude voisine de celle qu'il a exposée à Paris en 1950, lors des travaux de préparation du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Il estime que l'économie européenne doit tendre à un abaissement général des barrières douanières et que cet objectif doit rester présent à l'esprit dans tout effort accompli dans le sens de l'intégration. S'agissant de l'établissement progressif d'un marché commun, le gouvernement américain n'approuverait, en ce qui le concerne, les solutions envisagées qu'en tenant compte de la nécessité d'une libération plus générale du commerce en Europe.

Les Américains sont revenus sur ce sujet une nouvelle fois au cours d'une séance ultérieure. Le président Eisenhower a plaidé lui-même avec chaleur en faveur des thèses qui avaient été exposées par son secrétaire d'État. Mais l'obstination des Britanniques est, paraît-il, restée complète et leurs interlocuteurs ont parfaitement senti leur échec.

M. Cleveland a indiqué en terminant qu'au cours d'une réunion des chefs de service du département d'État, M. Dulles avait souligné qu'il était conscient du fait que l'intégration européenne ne pouvait se faire contre la volonté britannique et que le gouvernement américain ne devrait pas cesser de faire pression à Londres pour amener le Royaume-Uni à revenir sur ses objections.